

# LA WEHRMACHT, LE CORPS DES GÉNÉRAUX ET LA SHOAH

par Johannes Hürter<sup>1</sup>

*Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni*

L'antisémitisme radical d'Adolf Hitler et de ses partisans fut, à partir de 1933, la doctrine d'État du Reich allemand et eut pour conséquence la persécution et l'assassinat des Juifs européens qui se retrouvèrent dans la zone de pouvoir des Allemands. Cette doctrine pénétra toutes les institutions de l'État, y compris la Wehrmacht et son corps de généraux. Une histoire de la Shoah sans la Wehrmacht est aussi peu concevable qu'une histoire de la Wehrmacht sans la Shoah.

Les faits suffisent à le montrer<sup>2</sup>. L'un des théâtres centraux de la Shoah fut l'Union soviétique sous occupation allemande. C'est ici que débuta l'assassinat systématique de tous les Juifs. Au total, ce sont environ deux millions et demi de Juifs qui se retrouvèrent dans le domaine d'autorité de la Wehrmacht, même si ce ne fut, concernant la majeure partie, que pour une brève période. Au cours de la première vague d'extermination, jusqu'en mars 1942, six cent mille Juifs environ furent assassinés dans les territoires soviétiques occupés, dont au moins quatre cent cinquante mille dans le secteur placé sous administration militaire. La deuxième vague d'extermination, dont furent victimes à peu près un million et demi de personnes entre avril 1942 et octobre 1943, toucha avant tout les ghettos dans le secteur sous administration civile. Les quelque cinquante mille Juifs qui furent tués en 1942 lors de l'offensive allemande contre Stalingrad et le nord du Caucase moururent en revanche de nouveau dans le secteur

1 Johannes Hürter dirige la branche munichoise de la section de recherche de l'Institut für Zeitgeschichte Munich-Berlin, et est professeur invité d'histoire contemporaine de la Johannes Gutenberg-Universität de Mayence. Ses principales publications sont *Hitlers Heerführer. Die deutschen Oberbefehlshaber im Krieg gegen die Sowjetunion 1941/42*, Munich, Oldenbourg, 2007 ; il a dirigé *Notizen aus dem Vernichtungskrieg. Die Ostfront 1941/42 in den Aufzeichnungen des Generals Heinrici*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2016.

2 Les chiffres qui suivent s'appuient sur les données (qui présentent de légères divergences) que l'on trouve in Dieter Pohl, *Die Herrschaft der Wehrmacht. Deutsche Militärbesatzung und einheimische Bevölkerung in der Sowjetunion 1941-1944*, Munich, Oldenbourg, 2008, p. 243-282 ; Dieter Pohl, *Verfolgung und Massenmord in der NS-Zeit 1933-1945*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft (3<sup>e</sup> édition), 2011, p. 63-110 ; *Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das nationalsozialistische Deutschland 1933-1945*, t. 7 : *Sowjetunion mit annektierten Gebieten*, vol. I : *Besetzte sowjetische Gebiete unter deutscher Militärverwaltung, Baltikum und Transnistrien*, Bert Hoppe et Hildrun Glass (dir.), Munich, 2011, p. 13-49 (introduction).

placé sous autorité militaire, tout comme les cinquante mille membres de l'Armée rouge sélectionnés et tués par la *Sicherheitspolizei* dans les camps de prisonniers de guerre de la Wehrmacht. S'y ajoutèrent environ trois cent cinquante mille Juifs assassinés sous l'occupation roumaine.

Sur plus de deux millions quatre cent mille victimes que fit la Shoah en Union soviétique occupée (dans les frontières de juin 1941), plus d'un demi-million périrent sous administration militaire, avec la tolérance et souvent aussi le soutien de l'armée. En dehors de l'Union soviétique aussi, la Wehrmacht participa directement ou indirectement à la Shoah. En Serbie, des unités de la Wehrmacht exécutèrent la quasi-totalité des hommes juifs, à peu près six mille personnes, pris en otage dans le cadre d'un combat perverti contre les partisans. Dans d'autres parties de l'Europe sous occupation allemande, et en particulier dans les zones sous administration militaire en France, en Belgique et en Grèce, les services de la Wehrmacht apportèrent leur appui aux privations de droit et aux déportations de la population juive.

La persécution et l'assassinat des Juifs dans les secteurs sous administration militaire auraient difficilement pu être menés *contre la Wehrmacht* et en particulier contre son corps de généraux. L'attitude de ces derniers à l'égard de la « question juive » joua donc un grand rôle<sup>3</sup>. Quel était leur degré d'antisémitisme ? Jusqu'à la Première Guerre mondiale incluse, l'antisémitisme du corps des officiers germano-prussiens ne se distinguait pas de manière essentielle de celui des autres élites conservatrices en Allemagne et dans d'autres États européens. Les préjugés contre les Juifs étaient dans l'air du temps et se nourrissaient de ressentiments de diverses natures : religieux et culturels lorsqu'ils concernaient la religion juive et le « judaïsme oriental », dissimilatoire quand il s'agissait de l'émancipation et de l'assimilation des Juifs allemands depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, et biologiste quand il était question de la « race » juive en tant que telle. Dans un premier temps, l'antijudaïsme et l'antisémitisme dissimilatoire l'emportèrent encore sur la haine raciale des Juifs, dans sa version plus récente. L'instruction donnée en octobre 1916 par le ministère prussien de la Guerre – recenser statistiquement tous les soldats juifs afin de vérifier s'il existait une proportion anormale de Juifs qui « tiraient au flanc » pour

---

3 Sur ce qui suit, voir Johannes Hürter, *Hitlers Heerführer. Die deutschen Oberbefehlshaber im Krieg gegen die Sowjetunion 1941/42*, Munich, Oldenburg, 2006, en particulier p. 509-517. Sur l'intégration de l'élite militaire dans le national-socialisme, voir par ailleurs Manfred Messerschmidt, *Die Wehrmacht im NS-Staat. Zeit der Indoktrination*, Hambourg, R. v. Decker, 1969 ; Klaus-Jürgen Müller, *Das Heer und Hitler. Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1969 ; Jürgen Förster, *Die Wehrmacht im NS-Staat. Eine strukturgeschichtliche Analyse*, Munich, Oldenburg, 2007.

éviter le service militaire – était à la fois une discrimination et une preuve de l'existence de tendances antisémites au sein de l'armée<sup>4</sup>.

Les différents antisémitismes se rattachèrent et se radicalisèrent au cours de la phase révolutionnaire, en 1918-1919. La défaite militaire, les troubles politiques et le passage à la république furent en partie mis sur le compte « des » Juifs qui furent ainsi renvoyés à leur vieux rôle de boucs émissaires. Beaucoup d'officiers participèrent aux combats contre les spartakistes dans le Reich et les communistes dans la zone balte, lesquels étaient eux aussi considérés comme majoritairement « juifs ». Le « bolchevisme juif » devint le code désignant de nombreuses expériences négatives de ces années-là. L'antisémitisme affiché, jusqu'alors apanage de l'extrême droite, fut repris par les conservateurs. Le fait que la République libérale de Weimar ait permis à de nombreux Juifs assimilés d'accéder à une position en vue dans la politique et la société, l'économie et la culture, semblait confirmer le préjugé de la « république des Juifs ». Quelle qu'ait été la diversité de leurs expressions, nationaux-conservateurs, *Völkisch* et nationaux-socialistes étaient liés par un consensus fondamental autour de l'antisémitisme. Très peu savaient que l'idéologie et la politique de Hitler déboucheraient au bout du compte sur la tentative d'éliminer totalement les Juifs dans la zone de pouvoir allemande. L'identité partielle de la pensée antisémite a toutefois facilité la tâche consistant à monter, l'un après l'autre, les paliers suivants de la marche vers la Shoah.

Les notes de Gotthard Heinrici, futur commandant en chef sur le front de l'Est, sont un parfait exemple de stéréotypes hostiles aux Juifs au sein de l'élite des officiers d'obédience conservatrice. En octobre 1918, cet officier regrettait que l'Allemagne soit gouvernée par une « clique de Juifs et de socialistes<sup>5</sup> ». Au cours des années de Weimar, il était proche des nationaux-allemands et le changement de gouvernement du 30 janvier 1933 lui donna l'espoir « que nous sortions enfin de la saloperie juive marxiste<sup>6</sup> ». L'attitude antisémite et la politique du nouveau gouvernement Hitler lui paraissaient nécessaires sur le principe, mais le boycott antijuif lancé le 1<sup>er</sup> avril 1933 allait trop loin à ses yeux : « Il était nécessaire de refouler les Juifs de leur très grande sphère d'influence. On s'est cependant trompé de moyen pour le

4 Werner T. Angress, « Das deutsche Militär und die Juden im Ersten Weltkrieg », *Militärgeschichtliche Mitteilungen* 19 (1976), p. 77-146.

5 Journal de Heinrici, 17 octobre 1918, in Johannes Hürter (dir.), *Notizen aus dem Vernichtungskrieg. Die Ostfront 1941/42 in den Aufzeichnungen des Generals Heinrici*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2016, p. 160.

6 Heinrici à ses parents, Berlin 17 février 1933, *ibid.*, p. 167.

faire<sup>7</sup>. » Heinrich releva, dans un premier temps, sans émettre aucune critique claire, les mesures discriminatoires prises contre les Juifs allemands au cours des années suivantes. Il fallut le grand pogrom des 9 et 10 novembre 1938 (la « Nuit de cristal ») pour qu'il exprime son désaccord. Peu après, en écoutant un discours d'Alfred Rosenberg, il en apprit plus sur les véritables objectifs de l'antijudaïsme des nazis : « Il a consacré une heure à parler de ces gens épouvantables que sont les Juifs. La question juive, a-t-il dit, ne sera résolue qu'au moment où il n'y aura plus de Juifs en Allemagne, et ils sont décidés à l'imposer. Le mieux, selon lui, serait que d'une manière générale il n'y ait plus de Juifs dans toute l'Europe<sup>8</sup> ! » Cette perspective, la politique raciale fondée sur le mépris de l'être humain et même le fait qu'il ait été marié à une « demi-Juive » ne changèrent cependant rien à son attitude au moins loyale et souvent positive à l'égard de Hitler et du régime national-socialiste. Lorsque Heinrich fut transféré en Pologne avec son corps d'armée, début 1941, il fut dérangé, dans ses nouveaux quartiers de Siedlce, par les punaises et par les poux, mais aussi par ces « terribles Juifs » qu'il mentionnait dans le même contexte<sup>9</sup>. Au début de la campagne de l'Est, l'antisémitisme de ce général était visiblement intact.

Tous les généraux n'avaient pas le même niveau d'antisémitisme, mais pour la plupart d'entre eux, la dépossession des droits et la persécution des Juifs allemands n'étaient pas un critère décisif de leur jugement sur le régime national-socialiste. En règle générale, l'opinion qu'ils avaient sur la partie juive de la population ne dépassait pas le niveau de l'indifférence. Le malaise que leur inspira la promulgation de « l'article sur les Aryens » ou la « Nuit de cristal » ne dura guère. Seuls les crimes commis en Pologne suscitèrent leurs protestations. À l'automne et à l'hiver 1939-1940, plusieurs généraux de l'armée de terre protestèrent contre les assassinats qui touchèrent, outre « l'intelligentsia » polonaise, quelque sept mille Juifs pour la seule période allant du début de la guerre à fin 1939<sup>10</sup>. Qu'ils soient intervenus au nom de réflexions de principe politiques et éthiques ou uniquement parce qu'ils avaient des craintes concernant la discipline et la

7 Heinrich à ses parents, Berlin, 1<sup>er</sup> avril 1933, *ibid.*, p. 171. Mais quelques jours plus tard, déjà, il justifiait la contrainte « ainsi que certaines duretés » en les présentant comme « nécessaires » et faisait l'éloge de Hitler et Goebbels : « Ils ont fait preuve d'une grande habileté dans la manière dont ils ont mis en œuvre le boycott des Juifs et l'ont pourtant arrêté ! » Heinrich à ses parents, Berlin, 9 avril 1933, *ibid.*

8 Heinrich à sa mère, Münster, 16 janvier 1939, *ibid.*, p. 185, à propos d'un discours de Rosenberg à Detmold.

9 Heinrich à sa femme, 22 avril 1941, *ibid.*, p. 36 : « Ici ce n'est pas bien beau, temps froid et mauvais, aucun printemps encore, punaises et poux partout, mais aussi de terribles Juifs portant l'étoile de David à la manche. »

10 Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 177-188. Voir par ailleurs Helmut Krausnick et Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges. Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Stuttgart 1981, p. 80-106 ; Alexander B. Rossino, *Hitler strikes Poland. Blitzkrieg, Ideology, and Atrocity*, Lawrence, Kansas, 2003 ; Jochen Böhrer, *Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939*, Francfort-sur-le-Main, 2006.

morale de leurs troupes, le comportement de généraux comme Blaskowitz, Küchler, Manstein, Reichenau et Weichs reste remarquable. Autant leurs ressentiments antisémites se dirigeaient justement contre les « Juifs à cafetan » orthodoxes<sup>11</sup>, autant ils n'acceptaient pas que ces Juifs jugés inoffensifs soient maltraités et assassinés. Comme ces crimes commis en Pologne se déroulaient dans leur secteur de commandement, ils se sentirent tenus d'intervenir – contrairement à ce qui s'était produit pour les pogroms de 1933 et 1938. Dans le même temps, leur comportement marqua le plus haut niveau de contradiction que se soient permis des généraux à l'égard de la politique nationale-socialiste contre les Juifs.

Bien que la violence contre la population juive dans l'Union soviétique occupée ait de loin dépassé tout ce qui s'était produit avant 1941 en Pologne, non seulement les autorités militaires centrales, mais aussi les généraux de l'armée de terre engagés contre l'Armée rouge purent être intégrés dans le programme national-socialiste<sup>12</sup>. Au début de l'Opération Barbarossa, l'encadrement supérieur de la troupe sur ce théâtre du conflit, le plus important de tous, était composé d'un total de deux cent dix-huit officiers dont la naissance remontait encore au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et qui commandaient plus de trois millions de soldats : seize commandants en chef de groupes d'armée, d'armées et de groupes de blindés, exerçant la plus grande influence en tant qu'instances suprêmes du pouvoir exécutif dans les secteurs de l'armée et dans les secteurs arrière de l'armée de terre, ainsi que quarante-sept généraux commandants en charge de corps d'armée (commandements généraux) et cent cinquante-cinq commandants de division (commandements de division)<sup>13</sup>.

Pourquoi, contrairement à ce qui s'était passé en Pologne, n'entendit-on plus de protestations dans leurs rangs ? Outre une certaine résignation devant l'inefficacité de leurs interventions de 1939-1940, la corruption exercée par le succès inattendu de la campagne de l'Ouest et les honneurs, promotions et

11 Voir encore, après coup, Weichs, *Erinnerungen*, t. 3, in Bundesarchiv, Abteilung Militärarchiv de Fribourg-en-Brisgau (ci-après BArch), N 19/7, f. 18-19, à propos du ghetto de Lodz : « Maisons et cabanes extrêmement sales. On voyait ici, en masse, le type bien connu du Juif polonais à cafetan. »

12 La contribution qu'on lira ici sur la coresponsabilité des généraux allemands dans la Shoah en Union soviétique se fonde sur Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 517-599. On trouvera dans cet ouvrage de nombreux exemples et illustrations.

13 Chiffres cités d'après le tableau d'organisation de la guerre établi le 22 juin 1941, in *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Militärgeschichtliches Forschungsamt (dir.), t. 4 : *Der Angriff auf die Sowjetunion*, Beiheft, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1983, tableau 2. Ces chiffres ont été complétés par le commandement en chef de l'armée en Norvège/centre de commandement Finlande (deux corps, quatre divisions). On ne tient pas compte, dans cette contribution, des amiraux de la Reichsmarine et des généraux de la Luftwaffe engagés à l'Est. Le corps des amiraux allemands ressemble, par sa structure comme par son orientation politico-idéologique (nationale-conservatrice) au corps des généraux de l'armée de terre, tandis que le corps des généraux de la Luftwaffe était plus jeune, plus hétérogène et avait plus d'affinités avec le national-socialisme.

récompenses matérielles (donations) qui s'ensuivirent, ainsi que les identités politico-idéologiques partielles avec l'idéologie nationale-socialiste jouèrent un grand rôle. Les doutes que l'on avait sur la politique de guerre de Hitler passèrent alors totalement au deuxième plan. Au moment où les généraux furent mutés à l'Est pour préparer l'attaque contre l'Union soviétique, la critique de l'oppression et des mauvais traitements réservés à la population polonaise, et notamment à sa partie juive, parut s'être dissipée. Elle laissa la place à l'« indifférence morale » et à la « léthargie d'une conscience dont les mouvements devenaient inconfortables<sup>14</sup> ». On releva bien la mise en ghetto, la paupérisation et le travail forcé des Juifs polonais, ils ne suscitèrent cependant plus guère de compassion ou d'indignation, mais plutôt du dégoût inspiré par l'état de délabrement du quartier d'habitation juif. De vieilles aversions contre les « Juifs de l'Est » se réveillèrent sans que la cause de cette misère, la politique d'occupation allemande, fasse l'objet d'une critique ou même d'une réflexion.

Sur le théâtre des opérations militaires en Union soviétique, les ressentiments contre les « Juifs de l'Est » s'associèrent à l'image du « bolchevisme juif » que l'on avait plaquée sur l'ennemi. Les généraux avaient accepté que les Juifs soient dépossédés de leurs droits dans leur propre pays, mais aussi, au bout du compte, que l'on soumette les Juifs polonais à l'oppression. On ne pouvait donc guère attendre de leur part une objection de principe au fait que les Juifs soviétiques, considérés comme les soutiens du système communiste, entrent dans la ligne de mire du « combat contre l'adversaire » mené par la *Sicherheitspolizei*. Plus la Wehrmacht avançait à l'Est, plus elle touchait des Juifs des grandes villes, ceux qui avaient trouvé leur place dans l'État soviétique moderne comme fonctionnaires, universitaires, employés et ouvriers de l'industrie. On considérait généralement que ces Juifs assimilés étaient beaucoup plus dangereux que les Juifs orthodoxes de la culture des *shtetl*. La plupart des généraux étaient pénétrés de l'image du « bolchevisme juif ». Les vieux ressentiments datant des années de révolution et de bouleversements survenus entre 1917 et 1923 purent être repris et réactivés. Le rôle des Juifs dans l'État, l'armée et la société de l'Union soviétique fut toutefois largement surestimé.

Hitler parvint à mobiliser les généraux non seulement contre l'Union soviétique stalinienne, mais aussi contre l'« intelligentsia judéo-bolcheviste » qu'il fallait briser parce qu'on la présentait comme l'épine dorsale de cet État. Les schémas antisémites suffisaient pour que l'on considère que les cadres

---

14 Krausnick et Wilhelm, *Truppe des Weltanschauungskrieges*, op. cit., p. 112.

de l'ennemi juré bolcheviste étaient avant tout des Juifs. Un large consensus régnait autour de l'idée que les « peuples de l'Union soviétique » étaient, comme le formula un commandement en chef de l'armée, « sous *direction judéo-bolcheviste*<sup>15</sup> ». Cela explique pourquoi l'élite militaire se laissa bercer par l'illusion que l'élimination ciblée des chefs « judéo-bolchevistes » priverait de ses fondements la résistance ennemie. Ce n'était pas seulement conçu en termes politico-idéologiques, mais aussi militaires. On ne comptait de toute façon pas reculer devant les brutalités au cours de cette campagne, et l'on voulait éliminer définitivement le « danger bolcheviste ».

À quel point les généraux étaient-ils disposés à suivre la politique de violence envers la partie juive de la population dans l'Union soviétique occupée ? Les images politiques que l'on brossait de l'ennemi et les calculs politiques auxquels on se livrait au sein de l'élite des généraux encouragèrent l'acceptation des mesures antijuives. Les actions d'assassinat atteignirent cependant, peu de temps après l'offensive allemande du 22 juin 1941, une dimension que l'on ne peut justifier ni par les nécessités militaires ou policières, ni par les présupposés politico-idéologiques des généraux, et qui dépassa toutes les bornes. Au début de la campagne, rien ne permettait donc de prédire à coup sûr le comportement qu'adopteraient les généraux engagés à l'Est, en dépit de leur antipathie fondamentale à l'égard du « bolchevisme juif » ; Hitler et la direction de la SS avaient des raisons de les attendre avec une certaine tension. Enfin, les généraux de l'armée de terre à l'Est avaient dans leurs secteurs de commandement quelques champs d'action qu'ils auraient aussi pu utiliser contre la SS et les forces de police. De leur attitude dépendait l'efficacité avec laquelle les unités mobiles de tuerie de la SS pouvaient agir. Le corps des généraux fut informé avant même le début de la campagne des plans prévoyant une action radicale contre les Juifs. Il ne pouvait y avoir aucun doute sur le fait que les quatre *Einsatzgruppen* de la *Sicherheitspolizei* et du SD qui, forts de trois mille cinq cents hommes seulement, devaient « traiter » un gigantesque territoire allant de la Baltique à la mer Noire, tout comme les unités de la SS et de la police prévues pour les zones arrière des militaires, seraient constituées avant tout à cette fin. Le tristement célèbre accord « Wagner-Heydrich<sup>16</sup> » du 28 avril 1941, ainsi qu'une série d'ordres et de réunions<sup>17</sup>, laissaient

15 Ordre du commandement en chef de la 17<sup>e</sup> armée, 16 juin 1941, avec la note apposée « Important pour tous les officiers et soldats en cas de guerre avec l'Union soviétique ! », in BArch, RH 20-17/276.

16 Ordre de Brauchitsch, « Regelung des Einsatzes der Sicherheitspolizei und des SD im Verande des Heeres », 28 avril 1941, in Gerd R. Ueberschär et Wolfram Wette (dir.), « Unternehmen Barbarossa ». *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941. Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, Schöningh, 1984, p. 303-304.

17 Voir par exemple l'ordre du commandement en chef de la Wehrmacht (OKW), « Richtlinien für das Verhalten der

attendre des choses graves, même si ce n'était pas obligatoirement le massacre d'hommes juifs qui n'étaient pas concernés, ou *a fortiori* le génocide de tous les Juifs.

L'accord prévoyait, pour les secteurs d'opération des armées, que les *Sonderkommandos* des *Einsatzgruppen* agiraient contre les « individus particulièrement importants ». Ici, les commandants en chef des armées pouvaient exclure l'intervention de la SS et de la police dans la mesure où cela menaçait de perturber les opérations. Quant à une intervention dans la zone des combats, c'est-à-dire la partie la plus avancée du secteur de l'armée, il n'en était absolument pas question. Par ailleurs, « pour ce qui concernait la progression, l'approvisionnement et le logement », les *Sonderkommandos* étaient placés sous les ordres des armées. Dans les secteurs arrière de l'armée de terre, les espaces situés à l'arrière des armées, l'activité des unités SS était plus éloignée et moins dépendante des instances militaires. Là encore, pourtant, les *Einsatzkommandos* étaient subordonnés à la Wehrmacht sur le plan logistique. Il existait ainsi dans la totalité du secteur d'opération militaire suffisamment de points d'appui pour endiguer ou même bloquer les actions indésirables de la *Sicherheitspolizei*. La direction de la SS marchait sur le fil du rasoir. D'une part, elle laissa dans le flou les dimensions qu'était susceptible de prendre cette politique d'assassinat et le nombre de ses victimes, d'autre part, elle n'insista plus pour que les missions relevant de la police de sécurité soient nettement dissociées de celles de la Wehrmacht. Après les protestations de quelques généraux pendant la campagne de Pologne, elle ne pouvait en aucun cas être certaine que la direction suprême des troupes accepterait les massacres commis par les *Einsatzgruppen* « *im Verbande des Heeres* », c'est-à-dire dans le cadre des opérations de l'armée de terre.

Au cours de l'été 1941, plusieurs paliers furent franchis dans le processus d'extermination ; processus dynamique sur le terrain et décisions de la centrale convergèrent dans ce sens<sup>18</sup>. On commença par ne tuer que des hommes juifs, puis, de plus en plus fréquemment, des femmes et des enfants. Ensuite, à partir de la mi-août (et, dans quelques cas, avant cette date) et jusqu'au début d'octobre 1941, on se mit à tuer indistinctement

---

Truppe in Russland » 19 mai 1941, *ibid.*, p. 312-313 : « 1.) Le bolchevisme est l'ennemi mortel du peuple allemand national-socialiste. Le combat de l'Allemagne est dirigé contre cette vision subversive du monde et ceux qui la soutiennent. 2.) Ce combat exige une intervention énergique et sans ménagement contre les *agitateurs bolchevistes, francs-tireurs, saboteurs, Juifs*, et l'élimination intégrale de toute résistance active ou passive. »

<sup>18</sup> Pour une analyse sur le fond, voir Peter Longerich, *Politik und Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*, Munich, Piper, 1998, p. 293-418 ; pour une vue d'ensemble, voir Pohl, *Verfolgung und Massenmord*, op. cit., p. 70-79.



tous les Juifs. Avant l'offensive allemande, le *Generalquartiermeister* Eduard Wagner (du commandement en chef de l'armée de terre ou OKH) avait persuadé la direction des troupes de ne pas s'intéresser de plus près à « l'intervention politique » de la SS et de la police tant que la situation militaire n'en faisait pas un impératif<sup>19</sup>. Mais cela devint d'autant plus difficile que les opérations antijuives concernaient un plus large périmètre. Il était impossible d'isoler un massacre de la population civile dans le secteur d'opération des compétences et des missions de la Wehrmacht, si bien qu'une stricte division du travail était une illusion. Par ailleurs, aux termes de l'« accord Wagner-Heydrich », les unités de tuerie de Himmler étaient tenues à une « coopération étroite et constante » avec la Wehrmacht, afin de « mettre en harmonie » les missions d'ordre militaire et d'ordre policier. Les états-majors supérieurs eurent d'emblée de bonnes connaissances des procédés utilisés par la SS et la police. Même si la documentation portant sur l'échange d'informations et la coopération furent largement victimes de la broyeuse, de l'autocensure et de la guerre, les dossiers qui ont été conservés ne laissent aucun doute sur ce point.

La totalité des quatre *Einsatzgruppen* obtinrent de plus grandes marges de manœuvre que ce qui était prévu à l'origine. Au lieu de restreindre le rayon d'action de la SS et de la police, les commandements en chef de l'armée à l'Est permirent que, contrairement à ce que stipulait « l'accord Wagner-Heydrich », les *Einsatzkommandos* sévissent non seulement dans le secteur arrière de l'armée de terre, mais aussi dans le secteur de l'armée, et les *Sonderkommandos* non seulement dans le secteur arrière de l'armée, mais aussi dans la zone de combat. Les directions des groupes de l'armée de terre et de l'armée encouragèrent ainsi sans nécessité l'activisme meurtrier des formations SS qui avançaient en même temps que la troupe combattante et étaient actives jusque derrière la ligne de combat principale. Dans les rapports des *Einsatzgruppen*, qui étaient regroupés au sein du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA) pour former les « Ereignismeldungen UdSSR » (communiqués d'événements URSS), l'évaluation de la relation avec la Wehrmacht était par conséquent positive<sup>20</sup>.

19 Note du chef d'état-major du groupe Nord de l'armée de terre, le général de corps d'armée Kurt Brennecke, sur la réunion du 4 juin 1941 auprès de l'OKH à Zossen, 9 juin 1941, in National Archives, Washington D.C. (ci-après NA), T 312/805. Wagner confirma toutefois encore à cette occasion que l'armée de terre demeurait l'« instance supérieure » dans le secteur d'opérations (*ibid.*) et que ses commandants en chef pourraient « accepter ou exclure en fonction de la situation militaire » (note prise par le chef d'état-major de la 17<sup>e</sup> armée, le colonel [au service de l'état-major] Vincenz Müller, sur cette réunion, 6 juin 1941, in BArch, RH 20-17/23).

20 Voir l'édition fondamentale des *Ereignismeldungen* et d'autres documents des *Einsatzgruppen* : Klaus-Michael Mallmann, Andrej Angrick, Jürgen Matthäus et Martin Cüppers (éd.), *Dokumente der Einsatzgruppen in der Sowjetunion*, t. 1, *Die « Ereignismeldungen UdSSR » 1941*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2011 ; t. 2 : *Deutsche Besatzungsherrschaft in der UdSSR 1941-45*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft,

On passe toutefois à côté de la réalité en voyant avant tout en cela la soif de reconnaissance des officiers SS. Les militaires réguliers appréciaient eux aussi cette collaboration. Le règlement d'un conflit au sein de la 9<sup>e</sup> armée éclaire ainsi la relation qu'entretenaient la Wehrmacht et la SS. Au mois d'août 1941, un *Obersturmführer* SS du *Sonderkommando 7a (Einsatzgruppe B)* se plaint d'un officier qui s'était exprimé avec dédain sur l'activité de la *Sicherheitspolizei* et du SD. L'officier, dont le commandant en chef de l'armée, le général d'armée Adolf Strauss, désapprouva « très vivement » le comportement, fut aussitôt sermonné par le commandement en chef de l'armée avec des arguments qui étaient très caractéristiques de l'attitude de la direction des troupes :

La direction militaire sait que pour ce qui concerne le traitement et la liquidation des Juifs et des éléments bolchevistes, des instructions spéciales ont été données sur ordre du Führer, dont l'exécution a été confiée à des membres du *Sicherheitsdienst*, de la police et de la Waffen-SS qui doivent agir conformément à leurs ordres. La Wehrmacht peut être reconnaissante pour le fait qu'elle n'a rien à voir avec ce genre d'affaire, on peut attendre de sa part de la compréhension à l'égard des membres de la SS et de la police auxquels a été confiée l'exécution de ces missions. Pour ceux-ci aussi, l'exécution des ordres qui leur ont été donnés est une mission difficile et la plupart, sans doute, des personnes concernées préféreraient lutter avec leurs camarades de l'armée contre l'ennemi extérieur. Un comportement déplacé et maladroit d'officier à cet égard ne pouvait qu'être ressenti comme particulièrement blessant. En particulier avec le chef du *Sonderkommando* intervenant dans le secteur de la 9<sup>e</sup> armée, l'*Obersturmbannführer* SS Blume, qui est un officier impeccable à tout point de vue, il existe un excellent rapport de confiance qui ne doit en aucune circonstance être perturbé sous quelque forme que ce soit<sup>21</sup>.

Le chef d'état-major général de l'armée de terre, le général d'armée Franz Halder, se rappelait après la guerre la réaction littéralement enthousiaste des

---

2013 ; t. 3 : *Deutsche Berichte aus dem Osten*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2014. Voir également Peter Klein (éd.), *Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941/42. Die Tätigkeits- und Lageberichte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD*, Berlin, Hentrich, 1997.

<sup>21</sup> Note sur un entretien du chef d'état-major général de la 9<sup>e</sup> armée, le colonel Kurt Weckmann, 22 août 1941, in Archives centrales du ministère russe de la Défense Podolsk (CAMO), Fonds 500, 12454/236.

chefs d'état-major généraux des groupes de l'armée de terre et des armées pendant la grande réunion de commandement à Orcha, à la mi-novembre 1941, lorsqu'il demanda « ce qui se passait au juste avec les hommes de Himmler. On m'a répondu : "Pour nous, ces gens valent de l'or, car ils sécurisent les communications arrière et nous évitent donc de mobiliser des troupes pour remplir cette mission"<sup>22</sup> ». Les commandements en chef voyaient dans les spécialistes de la SS des auxiliaires utiles à la sécurisation du secteur d'opérations. La porte donnant sur les secteurs des armées s'ouvrit donc à eux plus largement que prévu – on les laissa même entrer jusque dans les zones de combat. À la date de la réunion organisée à Orcha, l'assassinat complet des Juifs dans les secteurs occupés de l'Union soviétique était déjà largement mis en œuvre. Halder et l'OKH étaient au courant. Un collaborateur du général quartier-maître Wagner, chargé de présenter les communiqués du RSHA, dit n'avoir « pas oublié les moments où le général Wagner l'écoutait, ni ceux où il additionnait les chiffres des personnes assassinées communiqués par le SD – des personnes "liquidées", pour reprendre le vocabulaire de la SS –, et prenait connaissance des territoires qu'on avait déclarés *Judenfrei*<sup>23</sup>, c'est-à-dire "débarassés des Juifs" ».

Les généraux commandant les troupes dans le secteur d'opérations reçurent eux aussi suffisamment d'informations, non seulement des officiers de la SS et de la police, mais aussi de leurs propres hommes. Les exécutions de masse ne se déroulaient pas de manière camouflée. Quelques soldats y participèrent, d'autres en furent les témoins oculaires. Il existait suffisamment de témoins dont les récits remontèrent jusqu'aux commandements en chef. Ils complétaient les communiqués de routine des services Ic<sup>24</sup>, de l'*Abwehr*<sup>25</sup>, de la *Geheime Feldpolizei*, de la *Feldgendarmarie* et d'autres services qui collaboraient avec la *Sicherheitspolizei*. Quelques exécutions de masse se produisirent à proximité de quartiers généraux militaires. Il était impossible de ne pas voir ou de ne pas entendre ces épisodes, et l'on ne cessait d'en reparler. Par ailleurs, les états-majors des *Einsatzgruppen* et leurs kommandos étaient souvent stationnés près et même dans des lieux où se trouvaient les commandements en chef des groupes de l'armée de terre. À côté des contacts officiels se mirent donc en place de multiples contacts informels, relations personnelles, invitations mutuelles ou fêtes communes.

22 Peter Bor, *Gespräche mit Halder*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1950, p. 197-198.

23 Walter Bussmann, « Politik und Kriegsführung. Erlebte Geschichte und der Beruf des Historikers », *Friderician. Zeitschrift der Universität Karlsruhe*, 1983, n° 32, p. 3-16, ici p. 11.

24 Du renseignement. (*N.d.T.*)

25 Du contre-espionnage. (*N.d.T.*)

Les relations hors du service avec les SS et les policiers, qu'elles soient marquées par la distance ou par une « camaraderie » appuyée, offraient la possibilité d'en apprendre encore plus sur leurs opérations.

Les généraux et leurs états-majors pouvaient ainsi décider, en fonction des connaissances dont ils disposaient, dans quelle mesure ils utiliseraient leurs pouvoirs de commandement militaire – limités, mais efficaces quand ils étaient interprétés avec autorité – à l'égard des *Einsatzgruppen* mais aussi, en partie, des bataillons de l'*Ordnungspolizei* et des brigades de la Waffen-SS. Dans les secteurs de l'armée, notamment, ils pouvaient « autoriser ou exclure<sup>26</sup> » et, pour le moins, limiter la liberté de mouvement<sup>27</sup>. Ils avaient en outre la possibilité de jalonner le cadre de la collaboration au niveau inférieur. Les directives administratives et les ordres du commandant en chef jouèrent un grand rôle dans la forme qu'adopta, au niveau régional, la puissance d'occupation, et elles n'étaient nullement fixées par avance par les instructions des instances centrales. Sur ce point aussi, le haut encadrement de la troupe disposait de son propre champ d'action. Mais là encore, il n'en fit pas usage pour s'opposer à la politique d'extermination dans son secteur d'opérations, bien que ses dimensions réelles soient devenues de plus en plus manifestes.

L'attitude des états-majors supérieurs, entre la passivité et l'approbation, eut des effets sur la collaboration des services subalternes avec la SS et la police. Sans la participation active de la Wehrmacht au « front » et à « l'arrière », la politique d'extermination en Union soviétique occupée n'aurait pu être mise en œuvre d'une manière aussi rapide et aussi globale<sup>28</sup>. Les petits kommandos des *Einsatzgruppen* ne pouvaient pas être immédiatement sur place, sur le gigantesque front de l'Est, à chaque fois que la Wehrmacht faisait la conquête d'une ville ou d'une localité et l'occupait. Les premières mesures contre les Juifs et les communistes furent donc très souvent prises par la Wehrmacht. La *Geheime Feldpolizei*, en particulier, mais aussi les troupes de l'*Abwehr* et

26 Voir ci-dessus, note 18.

27 C'est ce que montre l'exemple du commandement en chef de la 11<sup>e</sup> armée qui, au cours des premières semaines de la campagne et au grand déplaisir de son chef, Otto Ohlendorf, prescrivit à l'*Einsatzgruppe* D chaque itinéraire de progression, chaque lieu d'intervention et même, en partie, les domaines de la mission. À partir d'août 1941, toutefois, ce commandement en chef laissa de grandes libertés à la SS et à la police dans sa zone de commandement. Voir Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 526-528.

28 Sur la collaboration entre l'armée de terre de l'Est, la SS et la police, voir Krausnick et Wilhelm, *Truppe des Weltanschauungskrieges*, op. cit., p. 205-278 ; Pohl, *Herrschaft der Wehrmacht*, op. cit., p. 243-282. On manque encore d'une étude globale sur la participation de la Wehrmacht à la Shoah. Analyse détaillée sur l'exemple de la Biélorussie : Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999, p. 503-774. Sur l'exemple de la Lituanie, Christoph Dieckmann, *Deutsche Besatzungspolitik in Litauen 1941-1944*, Göttingen, Wallstein, 2011. Sur l'exemple de quelques divisions, Christian Hartmann, *Wehrmacht im Ostkrieg. Front und militärisches Hinterland 1941-1942*, Munich, 2009, p. 635-698.

la *Feldgendarmerie* arrêtaient, interrogeaient et exécutaient souvent avec la même rigueur que la *Sicherheitspolizei*. Ces crimes relevaient directement de la responsabilité des commandements en chef, qui détenaient l'autorité sur la police militaire. Ensuite, les Juifs étaient enregistrés, marqués, enfermés dans des ghettos, dépossédés de leurs droits, spoliés, sous-alimentés et soumis au travail forcé, fréquemment volés, souvent assassinés, même sans la participation de la *Sicherheitspolizei*, lors de « mesures de représailles » ou comme « otages », le tout par l'administration militaire – en particulier par les *Feld-* et *Ortskommandanturen*, les instances de commandement militaires départementales ou locales.

En raison de la progression rapide des marches et de l'étendue des espaces, beaucoup de communautés juives furent dans un premier temps épargnées par la SS et la police. Mais les assassins finirent par arriver jusque dans ces localités ou y retournèrent pour parachever leur crime. Ils purent alors profiter du travail préliminaire mené par les instances militaires, qui avaient dans l'intervalle recensé tous les Juifs et autres « adversaires ». Par la suite, l'aide des militaires consista avant tout en un soutien logistique. En cas de besoin, ils fournissaient camions, munitions et personnel pour assurer l'encerclement. Les instances locales de la Wehrmacht apportèrent aussi leur aide pour le rassemblement et la sélection des Juifs, pour les escorter jusqu'au lieu de l'exécution et pour enterrer les corps. Il arriva parfois aussi que des soldats participent directement aux exécutions perpétrées par les kommandos de la SS, mais ce type d'appui armé à l'assassinat de masse allait trop loin pour l'encadrement des troupes, si bien qu'il donna des ordres l'interdisant. De ce point de vue au moins, il fallait maintenir la division du travail telle qu'elle avait été prévue. L'implication de l'armée de l'Est dans le programme d'assassinat de la SS et de la police était déjà bien suffisante comme cela. La coopération fonctionna jusqu'au dernier moment. Du point de vue idéologique, elle alla de pair avec l'endoctrinement antisémite de la Wehrmacht et avec la propagande dans les territoires occupés<sup>29</sup>.

Pourquoi les autorités commandant la Wehrmacht acceptèrent-elles, mieux, soutinrent-elles même parfois la mise à mort de centaines de milliers de Juifs dans leurs secteurs d'autorité ? On trouve une réponse possible dans une déposition faite après la guerre par Rudolf-Christoph von Gersdorff, membre du mouvement de résistance qui prépara le coup du 20 juillet 1944. En juillet 1941, il était officier de l'*Abwehr* du groupe de l'armée de terre Centre

29 Jürgen Förster, « Geistige Kriegführung in Deutschland 1919 bis 1945 », in *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, Militärgeschichtliches Forschungsamt (éd.), t. 9/1 : *Die deutsche Kriegsgesellschaft 1939 bis 1945. Politisierung, Vernichtung, Überleben*, Munich, Deutsche Verlagsanstalt, 2004, p. 469-640, *passim*.

– comme le commandant en chef Fedor von Bock et son état-major général – et, à ce titre, était parfaitement informé de l'activité de l'*Einsatzgruppe* B sous la direction du *Brigadeführer* SS Arthur Nebe<sup>30</sup>. Ce n'est pas avec le meurtre systématique des femmes et des enfants juifs, quelques mois plus tard, qui constitua le début de l'assassinat de masse contre lequel le commandement en chef aurait pu protester énergiquement – mais ne le fit pas : ces premières opérations en relevaient aussi. Sous l'angle psychologique, il est donc compréhensible que Gersdorff ait, après la guerre, nié le véritable niveau de ses connaissances au cours des premiers mois de campagne. Une déposition faite devant le parquet de Munich à propos du niveau très bas des exécutions de Juifs mentionnés dans les rapports de l'*Einsatzgruppe* B jette un éclairage caractéristique sur la position des officiers conservateurs :

Les chiffres avaient un ordre de grandeur qui, pour ce qui concernait la taille du secteur d'opération alloué à Nebe, était tout à fait compréhensible, c'est-à-dire que l'on pouvait considérer sans autre forme de procès qu'il s'agissait d'exécutions liées à la situation de guerre. Ce d'autant plus que j'ai aussi fait, personnellement, l'expérience qu'il se trouvait un très grand nombre de Juifs parmi les agents et que la criminalité était plus grande et plus active au sein de la population juive que dans le reste de la population russe<sup>31</sup>.

L'ancien général *Feldmarschall* Erich von Manstein utilisa lui aussi, rétroactivement, des arguments analogues :

La réalité était vraiment que les communautés juives fournissaient un pourcentage élevé de francs-tireurs, de saboteurs et de gens dangereux. [...] Le fait que les Juifs aient eu des raisons de nous haïr nous incitait bien entendu à faire attention afin d'empêcher qu'ils ne traduisent leur haine en actes<sup>32</sup>.

30 Johannes Hürter, « Auf dem Weg zur Militäropposition. Tresckow, Gersdorff, der Vernichtungskrieg und der Judenmord. Neue Dokumente über das Verhältnis der Heeresgruppe Mitte zur Einsatzgruppe B im Jahr 1941 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 52 (2004), p. 527-562. Les thèses de l'auteur ont déclenché, en Allemagne, une controverse sur le comportement, au cours des premiers mois de la guerre germano-soviétique, de ceux qui entreraient ultérieurement dans la Résistance. Voir à ce propos Manuel Becker, Holger Löttel et Christoph Stoldt (dir.), *Der militärische Widerstand gegen Hitler im Lichte neuer Kontroversen*, Berlin, Lit, 2010 ; Rafaela Hiemann, « Widerstand und kumulative Erinnerungskonstruktion : Rudolf-Christoph Freiherr von Gersdorff », in Magnus Brechtken (dir.), *Life Writing and Political Memoir – Lebenszeugnisse und Politische Memoiren*, Göttingen, V & R Unipress, 2012, p. 145-201.

31 Note du parquet du tribunal régional de Munich I sur un interrogatoire de Gersdorff, Cologne, 4 mai 1959, in Staatsarchiv München, Stanw. 32970/5. Voir aussi Gerlach, *Kalkulierte Morde*, op. cit., p. 1121.

32 Déposition de 1949, citée d'après Oliver von Wrochem, « Ein unpolitischer Soldat ? Generalfeldmarschall Erich von Manstein », in Gerhard Hirschfeld et Tobias Jersak (éd.), *Karrieren im Nationalsozialismus. Funktionseliten*

Vu sous cet angle (antisémite), la persécution partielle et l'élimination ciblée de Juifs semblait constituer une nécessité militaire. Les « Juifs occupant des positions au sein du parti et de l'État<sup>33</sup> », mais aussi, d'une manière générale, les hommes juifs en âge de se battre et appartenant à la classe moyenne et supérieure (l'« intelligentsia juive ») furent considérés comme des adversaires potentiels susceptibles de représenter à tout moment un grand danger à l'arrière du front. Tant que le « travail de sécurisation » raciste de la SS et de la police était censé ne viser que des fonctionnaires, des partisans, des saboteurs et l'« intelligentsia juive », ou tant qu'on le justifiait en le présentant comme des représailles contre des soldats allemands, on ne vit guère s'élever de résistance contre ces actes. Dans leurs rapports, les *Einsatzgruppen* s'efforcèrent de donner à leurs assassinats une pseudo-légitimité, bien que les dimensions des exécutions aient d'emblée défié toute notion de proportionnalité.

Malgré tout, les généraux et leurs collaborateurs mirent de côté leurs objections contre les opérations déjà ouvertement criminelles menées par la police au cours des premiers mois. Il ne faut pas chercher la raison de ce comportement seulement dans les images que l'idéologie avait brossées de l'ennemi ni dans des considérations liées à l'utilité militaire, mais aussi dans les espoirs d'une *Blitzkrieg* à l'Est. La direction militaire voulait faire déboucher rapidement cette campagne risquée, par tous les moyens et en évitant les querelles intestines – afin d'être de nouveau transférée à l'Ouest quand ce serait fait et ne rien avoir à faire avec la « politique des peuples » à l'Est. La pensée militaire avait la priorité absolue. Face à cela, le destin d'une minorité considérée avec scepticisme dans un pays étranger ne pesait d'aucun poids dans la balance. Au contraire : de nombreux officiers ne se contentèrent pas de regarder ailleurs, mais considérèrent que l'exécution de Juifs prétendument dangereux était un élément nécessaire pour imposer et consolider le succès militaire. Pour finir, on imposa aussi un procédé brutal dans d'autres domaines lors de ce combat « total » contre un ennemi idéologique juré, par exemple pour ce qui concernait l'exploitation économique ou le traitement des prisonniers de guerre<sup>34</sup>.

Il fallut que se dissipent les espoirs d'une campagne courte et, dans le même temps, à partir du mois d'août 1941, que l'on entame le passage vers le génocide indistinct, pour que ces hommes commencent à se montrer moins

zwischen Mitwirkung und Distanz, Francfort-sur-le-Main et New York, Campus, 2004, p. 185-204, ici p. 190.

33 Heydrich aux *Höhere SS- und Polizeiführer*, Berlin, 2 juillet 1941, in Klein (dir.), *Einsatzgruppen*, op. cit., p. 325.

34 Concernant la guerre d'extermination à l'Est, voir Pohl, *Herrschaft der Wehrmacht*, op. cit. ; Christian Hartmann, *Operation Barbarossa. Nazi Germany's War in the East, 1941-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

compréhensifs. Lorsque les forces de la SS et de la police tuèrent aussi, et de plus en plus fréquemment, des femmes et des enfants juifs, puis pour finir systématiquement tous les Juifs des territoires soviétiques occupés, plus d'un officier conçut de l'inquiétude, voire de l'horreur pour cette nouvelle dimension. La conscience morale endormie se réveilla parfois – d'autant plus qu'à la même époque leur parvenaient d'Allemagne des informations faisant état de la déportation de Juifs allemands à l'Est. Des discussions eurent lieu au sein des instances de commandement – il fut en revanche beaucoup plus rare que des contradictions s'expriment. En tout cas, la réaction à l'escalade par paliers des assassinats de Juifs ne fut ni partout identique, ni partout critique. La majorité continua à justifier et à soutenir les assassinats – ou les accepta au moins sans contradiction. À côté de l'argument de la « lutte contre l'adversaire », on trouvait de plus en plus celui de la situation du ravitaillement et du logement, qui se dégrada de manière drastique sur le front de l'Est à l'automne 1941. La disparition de certaines parties de la population semblait, ici, promettre une amélioration. Globalement, que ce soit de façon directe ou indirecte, par participation active ou tolérance passive, les instances de commandement et l'administration militaires restèrent impliquées dans la politique d'assassinat, en partie à contrecœur et avec un certain malaise, mais en partie aussi par conviction et de leur propre initiative – jusqu'à ce que, peu après la fin 1941, début 1942, la plupart des Juifs vivant dans le secteur d'autorité de la Wehrmacht soient morts.

Deux exemples montreront quelle ampleur avait le spectre de la collaboration militaire à la Shoah, et le fait qu'il n'était pas absolument nécessaire d'être un « nazi » pour remplir sa fonction dans le cadre de la guerre d'extermination. Le plus haut degré d'appui à l'assassinat de masse fut atteint par le commandant en chef de la 6<sup>e</sup> armée, le *Generalfeldmarschall* Walter von Reichenau<sup>35</sup>. C'est dans son secteur d'opération que la « Shoah par balles » prit les pires dimensions. Ici, deux facteurs convergeaient : la part toujours importante que la population juive tenait encore, malgré la fuite et l'évacuation, dans les grandes villes ukrainiennes qui furent conquises par la 6<sup>e</sup> armée, et l'extrémisme personnel de Reichenau. Comme il avait sympathisé avec Hitler avant même 1933 et avait, après la prise du pouvoir, pesé de tout son poids en faveur de l'intégration des forces armées dans l'État national-socialiste, son comportement n'avait rien de surprenant. Qu'il ait pu rester autonome jusqu'au refus d'obéissance et protesté jusque dans la campagne de Pologne contre les exécutions de Juifs ne modifie pas l'aspect globalement négatif de sa personnalité.

---

35 Voir en détail Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 576-588.



La collaboration de Reichenau avec le *Sonderkommando 4a* de l'*Einsatzgruppe C*, sous la direction d'un *Standartenführer* lui aussi particulièrement extrémiste, Paul Blobel, se passa bien ; il donna des ordres directs d'assassinat, concernant par exemple quatre-vingt-dix enfants juifs à Bielaïa Zerkov<sup>36</sup>, et soutint les grands massacres de Juifs de Kiev et de Charkov. Le 10 octobre 1941, dix jours seulement après l'exécution de 33 771 Juifs à Babi Yar, près de Kiev, dans le secteur d'opération de son armée, il exigea dans son ordre sur le « comportement de la troupe dans l'espace de l'Est » une pleine compréhension « du caractère nécessaire de la peine dure, mais juste, infligée à la sous-humanité juive<sup>37</sup> ». L'« ordre Reichenau », avec son plaidoyer en faveur du génocide, n'était pas l'action isolée d'un marginal : les instances militaires dont il dépendait – le commandant en chef du groupe de l'armée de terre Sud, le *Generalfeldmarschall* Gerd von Rundstedt et le commandement en chef de l'armée de terre – furent présentées aux autres commandements en chef comme un exemple à suivre et à diffuser<sup>38</sup>. Sur ce, l'ordre fut transmis à tout le front de l'Est, le plus souvent accompagné d'une lettre d'approbation des commandants. Il incita même quelques chefs d'armée, par exemple Hermann Hoth (17<sup>e</sup> armée) et Erich von Manstein (11<sup>e</sup> armée), à émettre leurs propres ordres radicaux<sup>39</sup>.

Même si la proximité de Reichenau avec le national-socialisme se confirma en Union soviétique occupée, « l'esprit national-socialiste » ne fut nullement une condition de la participation aux crimes. C'est ce que montrent non seulement la reprise de « l'ordre Reichenau » dans les autres armées, mais aussi le comportement de nombreux généraux qui, nettement moins nazifiés, n'étaient pas pour autant des « anti-Reichenau » dans la situation particulière de la guerre à l'Est. Même dans le cas d'un général comme le prédécesseur de Hoth au poste de commandant en chef de la 17<sup>e</sup> armée, Carl-Heinrich von Stülpnagel, qui participa par la suite à la résistance du 20 juillet 1944 et que l'on classe par conséquent dans une « autre Allemagne » que celle de son ami Reichenau, la distance avec la politique nationale-socialiste se réduisit au cours des premiers mois de la guerre à l'Est<sup>40</sup>. Pour Stülpnagel aussi, les Juifs soviétiques étaient les piliers du régime stalinien, et il fallait

36 Voir Helmuth Groscurth, *Tagebücher eines Abwehroffiziers 1938-1940. Mit weiteren Dokumenten zur Militäropposition gegen Hitler*, Helmut Krausnick et Harold C. Deutsch (dir.), Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1970, p. 534-542.

37 Ordre de Reichenau, « Verhalten der Truppe im Ostraum », 10 octobre 1941, in Ueberschär et Wette (dir.), *Unternehmen Barbarossa*, op. cit., p. 339-340.

38 Ordre de Rundstedt, 12 octobre 1941, in Ueberschär et Wette (dir.), *Unternehmen Barbarossa*, op. cit., p. 340 ; Ordre de l'OKH, 28 octobre 1941, *ibid.*, p. 340-341.

39 Ordre de Hoth « Verhalten der deutschen Soldaten im Ostraum », 17 novembre 1941, *ibid.*, p. 341-343 ; ordre de Manstein, 20 novembre 1941, *ibid.*, p. 343-344.

40 Voir entre autres Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 570-575.

les en extraire de manière ciblée. Cela explique qu'il ait orienté, dans ses ordres, les mesures répressives de la Wehrmacht vers la partie juive de la population<sup>41</sup>. Dans le même temps, Stülpnagel recommanda une meilleure « information sur le judaïsme » afin d'avoir une meilleure compréhension des actions antijuives<sup>42</sup>. En choisissant ainsi de traiter les Juifs comme un risque pesant sur la sécurité et d'en faire des « boucs émissaires », il favorisait les procédés utilisés contre les Juifs – même si l'on ne peut dire clairement dans quelle mesure il acceptait leur assassinat.

Ce qui reste frappant, c'est la manière dont le commandement de l'armée de Stülpnagel a bien collaboré avec la *Sicherheitspolizei*. Les grands pogroms de l'ouest de l'Ukraine (Lemberg, Zokotchiv, Ternopol, etc.) eurent lieu dans le secteur d'opération de la 17<sup>e</sup> armée. Selon les dossiers du RSHA, c'est le haut commandement qui, de son propre chef, avait incité à utiliser « dans un premier temps les Polonais ayant une attitude antijuive et anticommuniste dans les territoires nouvellement occupés à mener des actions d'auto-épuration<sup>43</sup> ». Par ailleurs, le commandement en chef de l'armée transféra à plusieurs reprises à la *Sicherheitspolizei* la mission d'exercer des représailles après des actes de sabotage, par exemple à Krementchouk<sup>44</sup>, seize cents Juifs au total furent assassinés. Autre point notable, l'identité de ceux que la direction de l'armée désigna, le 7 septembre 1941, comme des « suspects » face auxquels on ne devait pas renoncer aux rudesses : « les Juifs des deux sexes et de tout âge<sup>45</sup> ». C'était peu après le basculement de l'assassinat sélectif à l'assassinat total des Juifs dans le groupe d'armée Sud, avec le massacre de Kamianets-Podilsky (26 au 28 août 1941, vingt-trois mille six cents victimes)<sup>46</sup>. On ne peut pas parler d'une influence modératrice de Stülpnagel sur le traitement des Juifs dans son secteur d'armée. Au contraire : le texte de son ordre couvrait, mieux, encourageait les actions antijuives et les initiatives de ses collaborateurs dans ce domaine. Si, au bout du compte, il y eut moins de Juifs tués dans la zone de commandement de Stülpnagel que dans celle de la 6<sup>e</sup> armée, par exemple, cela tenait avant tout au fait qu'après Lemberg,

41 Voir par exemple Ordre de Stülpnagel « Behandlung feindlicher Zivilpersonen (Partisanen, jugendliche Banden) und der russischen Kriegsgefangenen » [traitement des personnes civiles hostiles (partisans, bandes de jeunes gens) et des prisonniers de guerre russes], 30 juillet 1941, in BArch, RH 20-17/276.

42 Mémoire de Stülpnagel « Stellung und Einfluss des Bolschewismus » [position et influence du bolchevisme] 12 août 1941, in NA, T 312/674 (2).

43 « Ereignismeldung UdSSR Nr. 10 des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD », Berlin, 2 juillet 1941, in Mallmann, Angrick, Matthäus et Cüppers (dir.), *Ereignismeldungen UdSSR, op. cit.*, p. 64-66, ici p. 64.

44 « Armeeoberkommando 17, Tätigkeitsbericht Ic/AO », 22 juillet 1941, in Institut für Zeitgeschichte München, Archiv, MA 1564, NOKW-2272.

45 « Befehl des Armeeoberkommandos 17 "Überwachung des Zivilverkehrs" », in BArch, RH 20-17/276.

46 Klaus-Michael Mallmann, « Der qualitative Sprung im Vernichtungsprozess. Das Massaker von Kamenez-Podolsk Ende August 1941 », *Jahrbuch für Antisemitismusforschung* 10 (2001), p. 239-264.

la 17<sup>e</sup> armée ne conquiert plus de grandes villes. Se fonder sur sa résistance active, en 1944, pour tirer des conclusions sur son comportement lors de la guerre germano-soviétique en 1941, c'est commettre un anachronisme que l'on rencontre fréquemment dans la recherche sur la résistance<sup>47</sup>.

L'assassinat de près d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants d'origine juive dans le secteur d'opérations de l'Union soviétique occupée n'aurait pas été possible sans la participation de la Wehrmacht, notamment sur les plans logistique et administratif. Même si l'on tient compte du fait qu'au total, une toute petite partie des millions d'hommes que comptait l'armée de l'Est a été directement impliquée dans la Shoah ; et même si le travail fut formellement réparti – dans la pratique, cette division fut souvent assouplie – entre l'armée de terre et l'appareil de la SS et de la police, la participation de la Wehrmacht au génocide demeure évidente et globale. L'amplitude et l'extension géographique de l'assassinat, l'intensité et la forme de la collaboration avec la SS et la police furent influencées de manière déterminante par le comportement des généraux et de leurs états-majors. Si une intervention contre l'assassinat des Juifs avait pu avoir le moindre espoir de succès, c'était bien celle qui aurait pu émaner du haut commandement des troupes. Les commandants en chef des groupes de l'armée de terre et des armées avaient en particulier, au cas par cas, des possibilités d'exclure ou d'autoriser, d'empêcher ou d'encourager, de protester ou de se taire. Qu'ils n'aient pas utilisé cette faculté d'agir en faveur des victimes sans défense voire, mieux, qu'ils n'aient même pas tenté de le faire, donne la mesure de la responsabilité de l'élite militaire dans cette première étape du génocide – étape qui ouvrit la voie à la suivante.

On peut objecter que toute tentative sérieuse visant à bloquer ou à affaiblir des décisions de principe de la direction de l'État aurait forcé la Wehrmacht à exprimer une protestation énergique, voire à mener un putsch, et que même dans ce cas elle n'aurait pas nécessairement abouti. Les conditions d'un front uni de la direction militaire dans son ensemble, ou du moins du commandement supérieur des troupes sur le front de l'Est, étaient sans doute loin d'être réunies après que les généraux s'étaient tellement compromis avec Hitler et son régime. Mais au moins dans leurs secteurs d'opération, bien loin de Berlin, les généraux auraient pu pratiquer une obstruction

---

47 Cela ne vaut pas seulement pour les biographies apologétiques d'Erich Hoepner et Carl-Heinrich von Stülpnagel rédigées par Heinrich Bücheler (*Hoepner. Ein deutsches Soldatenschicksal des Zwanzigsten Jahrhunderts*, Herford, Mittler, 1980 ; *Carl-Heinrich von Stülpnagel. Soldat – Philosoph – Verschwörer. Biographie*, Berlin et Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1989), mais aussi, par exemple, pour l'ouvrage de référence de Peter Hoffmann, *La Résistance allemande contre Hitler*, Paris, Balland, 1984 (édition originale allemande : *Widerstand, Staatsstreich, Attentat: Der Kampf der Opposition gegen Hitler*, Munich, Piper, 1969).

ciblée des assassinats fondés sur l'idéologie raciale. La protestation ou la résistance de quelques généraux renommés aurait tout de même été un signal ; peut-être aurait-elle également encouragé d'autres commandants à faire obstruction. Après les expériences de la campagne de Pologne, Hitler, Himmler, Heydrich et les services de la SS auront sans doute redouté de voir s'élever une opposition à leurs projets. Au cours des premières semaines de l'Opération Barbarossa, la SS et la police donnèrent l'impression de tester jusqu'où elles pouvaient aller sur le nouveau théâtre d'opérations militaires. La phase initiale de la campagne de l'Est fut donc d'une grande importance pour la suite de la politique d'assassinat.

Dès les premières semaines de la campagne à l'Est, on constata que la direction des troupes acceptait les mesures antijuives. Cette attitude fut un signal lourd de conséquences qui poussa vers la radicalisation et l'extension progressive des exécutions jusqu'au génocide. L'assassinat de « l'intelligentsia » juive et des hommes en état de se défendre annonçait l'« élimination » systématique, car les Juifs qui survécurent encore dans un premier temps purent ensuite, et d'autant plus facilement, être catalogués comme « vengeurs » potentiels ou « bouches inutiles » – surtout lorsqu'il s'avéra que la campagne durait beaucoup plus longtemps que prévu. Cela souligne la portée de la faute que l'on a commise en ne mettant pas de frontières à l'assassinat au cours de cette première phase de la guerre germano-soviétique. C'est ici que réside la plus grande responsabilité du corps des généraux dans l'assassinat des Juifs soviétiques et, plus généralement, dans la Shoah.

Il est vrai que toutes les attitudes hostiles à la politique nationale-socialiste à l'égard des Juifs n'auront pas trouvé accès aux dossiers ou aux documents personnels. Mais à quoi servaient les discussions en petit comité et les poings serrés dans les poches si – à quelques rares exceptions près, qui furent le fait d'officiers de rang inférieur à celui des généraux – cette mauvaise humeur ne débouchait sur aucun acte, du moins aucun qui ait eu une quelconque visibilité. Le *Generalfeldmarschall* Fedor von Bock, commandant en chef du groupe Centre de l'armée de terre, est le seul dont trois interventions timides aient laissé trace, d'abord contre des exécutions à proximité de son quartier général, puis contre les « tris » de prisonniers de guerre juifs par la *Sicherheitspolizei* dans les camps de transit de la Wehrmacht et, pour finir, contre la charge que les convois ferroviaires chargés de Juifs faisaient peser sur les lignes de ravitaillement<sup>48</sup>. Dans les trois cas, l'essentiel n'était sans doute pas la vie humaine, mais le souci d'avoir à supporter aussi

---

48 Hürter, *Hitlers Heerführer*, op. cit., p. 555-556, 564-565, 594-595.

peu que possible le poids de tout cela. Le cas Bock, qui fut jusqu'au bout loyal à son Führer, montre comment un général national-conservateur dont l'environnement tendait vers l'opposition et même, pour finir, vers la résistance, ne put se résoudre à mener une action décidée contre les crimes nazis dans son secteur d'opération. Même chez les généraux qui, plus tard, participèrent activement (Stülpnagel, Hoepner) ou moins activement (Kluge) au coup d'État contre Hitler, et y perdirent la vie, rien n'indique que l'assassinat des Juifs soviétiques ait eu une influence suffisante pour infléchir leur attitude à l'égard de la dictature nationale-socialiste. Leur comportement en 1941 plaide plutôt dans le sens contraire.

Certains commandants firent même plus que tolérer l'assassinat des Juifs. Les ordres de traque et d'assassinat donnés par Reichenau, les incitations aux pogroms et à la propagande antisémite lancées par Stülpnagel, et de nombreux autres exemples, montrent que la proximité (Reichenau) ou la distance (Stülpnagel) à l'égard du régime national-socialiste n'étaient pas forcément l'élément décisif. L'essentiel – outre des faiblesses humaines comme la subordination aveugle, l'adaptation exagérée, l'ambition, la corruption, la crainte du conflit ou l'indifférence – était ailleurs. Les généraux nationaux-conservateurs et les permanents du parti national-socialiste faisaient entrer dans leur réflexion un lot commun de schémas idéologiques d'où découlaient, de manière fatale, les attitudes communistes et anticomunistes sur le théâtre d'opérations soviétique. Les stéréotypes de l'hostilité aux Juifs n'auraient toutefois pas suffi, à eux seuls, à faire accepter ou à soutenir la politique éliminationniste en Union soviétique occupée. Le calcul militaire s'ajoutait à la composante idéologique pour que dans cette « guerre totale » où la perception générale considérait que se jouaient « la vie ou la mort », la sécurité et le ravitaillement de ses propres troupes passent après toutes les considérations politiques. Avec la partie juive de la population, c'est d'abord un risque pour la sécurité, et ensuite une partie des problèmes dramatiques de logement et d'alimentation qui semblaient disparaître. Même en se gardant de tout amalgame entre l'idéologie nationale-socialiste, la mentalité nationale-conservatrice et le souci militaire de l'efficacité, nul ne conteste que sans Hitler et ses partisans fanatiques le génocide des Juifs soviétiques n'aurait pas eu lieu.

Au bout du compte, on doit bien constater que l'intégration de la Wehrmacht et de l'élite de ses généraux dans le programme d'assassinat national-socialiste, en particulier sur le front de l'Est, se fit avec une épouvantable fluidité. Les généraux eurent aussi connaissance de la suite du déroulement de la Shoah, qui, en 1942, fut étendue des Juifs soviétiques à tous les Juifs vivant dans

l'Europe sous occupation allemande. Les déportations de Juifs allemands vers l'Est à partir du mois d'octobre 1941 étaient déjà connues de tous et c'était un sujet abordé dans la communication avec l'arrière. La date exacte et la précision de la découverte de l'assassinat industriel par le gaz varièrent beaucoup. Le baron Maximilian von Weichs, qui fut commandant en chef en Union soviétique et dans les Balkans de 1941 à 1945, admit après la guerre avoir entendu des rumeurs sur les camps d'extermination en Pologne, et en avoir parlé personnellement à Himmler lors d'une réunion<sup>49</sup>. Le *Reichsführer SS* aurait répondu : « Ce ne sont pas des rumeurs, c'est la vérité. » Le général se souvenait par ailleurs « que Himmler, même s'il montrait une certaine fierté, racontait que les exterminations étaient menées d'une manière très humaine. Les gens étaient chargés dans des wagons de chemin de fer sans savoir qu'ils allaient vers une mort douloureuse et brutale. »

Ces informations empêchèrent tout aussi peu Weichs que la très grande majorité des autres *Feldmarschalls*, généraux d'armée et généraux, de condamner l'attentat commis par quelques officiers contre Hitler le 20 juillet 1944<sup>50</sup> et de servir fidèlement et jusqu'au bout l'État nazi. Himmler n'eut pas à prendre de gants pour présenter les choses, le 26 janvier 1944, lors d'une réunion d'endoctrinement destinée aux commandants en chef et commandants d'unités de toutes les fractions de la Wehrmacht à Posen. « Question juive [...] solution totale, ne pas laisser monter des vengeurs pour nos enfants », lit-on dans le manuscrit de son discours<sup>51</sup>. Les généraux rassemblés accueillirent l'exposé de Hitler avec des applaudissements nourris. En mai et juin 1944, le *Reichsführer SS* professa lors de nouvelles « formations idéologico-politiques » destinées aux généraux selon lesquelles la « question juive [...], conformément au combat de notre peuple pour la vie, dont l'enjeu est l'existence de notre sang », était « résolue sans compromis »<sup>52</sup>. « Je peux aussi le dire en toute franchise et en quelques phrases dans ce cercle. Il est bon que nous ayons eu la dureté d'éliminer les Juifs dans notre secteur »<sup>53</sup>. La connaissance de ce gigantesque crime d'État, qui avait débuté

49 Audition de Weichs par la 7<sup>e</sup> US-Army, 30 mai 1945, Bundesarchiv Koblenz, All. Proz. 2/FC 6180 P (Weichs), original en langue anglaise.

50 Le Journal de Weichs, 21 juillet 1944, in BArch, N 19/3, f. 187-188 : « Un coup de poignard comme celui de 1918, mais encore pire, car il vient d'un côté dont on aurait dû attendre le contraire. »

51 Heinrich Himmler, *Geheimreden 1933 bis 1945 und andere Ansprachen*, Agnes F. Petersen et Bradley F. Smith (dir.), Francfort-sur-le-Main, Propyläen, 1974, p. 201. Sur cette réunion et sur le discours de Himmler, voir aussi Förster, *Geistige Kriegführung*, op. cit., p. 602-605 ; Rudolf-Christoph Freiherr von Gersdorff, *Soldat im Untergang*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1977, p. 146 ; en français *Tuer Hitler : confessions d'un officier allemand antinazi*, Paris, Tallandier, 2012.

52 Conférence de Himmler à Sonthofen, 5 mai 1941, cité d'après Peter Longerich, *Heinrich Himmler. Biographie*, Munich, Siedler, 2008, p. 715 ; en français *Himmler*, traduit de l'allemand par Raymond Clarinard, Paris, Héroïse d'Ormesson, 2010. Mêmes termes dans la conférence de Himmler à Sonthofen le 24 mai 1944, *ibid.*

53 Conférence de Himmler à Sonthofen, 21 juin 1944, *ibid.*, p. 716.

immédiatement après l'attaque allemande contre l'Union soviétique dans le secteur d'opérations de la Wehrmacht, ne laissa pas de traces visibles parmi les généraux, et plus précisément parmi les chefs de troupe qui, en 1941-1942, avaient exercé les plus hautes responsabilités sur le front de l'Est. Le 26 juillet 1945, alors que les chambres à gaz d'Auschwitz étaient devenues depuis longtemps un sujet de débat pour l'opinion publique mondiale, l'armée américaine enregistra une discussion dans laquelle deux généraux de premier plan qui avaient été faits prisonniers, les anciens commandants en chef dans la guerre germano-soviétique Heinz Guderian et Wilhelm Ritter von Leeb, discutaient des avantages et des inconvénients du national-socialisme. L'échange d'opinions s'acheva sur ce résultat :

Guderian — Les principes fondamentaux étaient bons.

Leeb — C'est vrai<sup>54</sup>.

---

54 Procès-verbaux d'écoutes réalisées par la 7<sup>e</sup> US-Army, 26 juillet 1945, in NA, RG 238. Originaux en langue anglaise.